



REPUBLIQUE DU TCHAD

UNITE - TRAVAIL - PROGRES

**68^{ème} SESSION ORDINAIRE
DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES**

**DECLARATION DE SON EXCELLENCE
IDRISS DEBY ITNO, PRESIDENT DE LA
REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT**

New York, le 25 Septembre 2013

DECLARATION DE SON EXCELLENCE IDRISSE DEBY ITNO, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU TCHAD, CHEF DE L'ETAT A LA 68^{ème} SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS – UNIES. (NEW-YORK, 25 SEPTEMBRE 2013)

**Mesdames, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement ;
Monsieur le Président ;
Monsieur le Secrétaire Général ;
Mesdames, Messieurs,**

Permettez-moi tout d'abord, de féliciter le nouveau Président de l'Assemblée Générale, Monsieur **JOHN ASHE**, son Prédécesseur Monsieur **VUK JEREMIC** et le Secrétaire Général **BAN KI MOON** pour le travail accompli depuis la précédente Session.

Monsieur le Président ;

Le thème de notre débat général à savoir : «Programme de développement pour l'après 2015 : plantons le décor », est assurément au cœur de nos préoccupations.

L'échéance de 2015 que nous nous sommes fixés arrive bientôt à son terme. Le constat général est que de nombreux pays continuent d'accuser un réel déficit quant au financement des Objectifs du Millénaire pour le Développement, l'Aide Publique au développement et l'allègement de la dette.

Il est regrettable de constater que tous les engagements pris pour booster les économies et parvenir au développement n'ont pas abouti aux résultats escomptés, et ce, malgré la grande mobilisation internationale.

Il est désormais fort probable que le rendez-vous de 2015 ne sera pas à la mesure des attentes d'un grand nombre de nos pays en Afrique. Car la pauvreté perdure, malgré l'élaboration et la mise en œuvre des Stratégies nationales en vue de son éradication.

C'est pourquoi tirant les leçons sur les insuffisances dans la conception et la mise en œuvre des OMD, le Continent africain envisage t-il de se doter d'un agenda 2015 à même de répondre à ces attentes et demande la communauté internationale de le soutenir. Aux défis de développement s'ajoutent d'autres défis sécuritaires. De nouveaux foyers de tensions et des guerres apparaissent un peu partout sur le continent.

A cela s'ajoute le phénomène du terrorisme qui frappe et nous fait payer un lourd tribut comme ce fut le cas au Mali hier, et le Kenya aujourd'hui. Le terrorisme est bien cette nébuleuse qui ne connaît pas de frontière et qui se nourrit du sang des pauvres pour se développer et fait de l'ignorance, la pauvreté et le fanatisme sa source de recrutement.

La violence exercée sur des paisibles populations, en prenant pour prétexte les prétendues considérations religieuses ou doctrinaires, ne saurait déboucher sur un quelconque résultat positif. Cette violence est totalement contraire aux principes de droit international relatif aux droits humains et à la liberté de religion et de conscience. Notre conviction profonde est qu'il faut combattre le terrorisme avec la dernière énergie pour freiner son expansion et l'éradiquer définitivement.

**Monsieur le Président ;
Mesdames, Messieurs,**

Le Tchad, pour sa part, a pris son option et fait son choix stratégique : il est décidé à apporter sa modeste contribution à l'établissement de la sécurité, de la paix et de la stabilité partout où cela est nécessaire. Cette orientation fondamentale est la motivation essentielle de sa **candidature** au poste de membre non permanent du Conseil de Sécurité **pour la période 2014-2015**.

A cette fin, mon pays attend de vous un soutien amical, actif et enthousiaste pour encourager son vaillant peuple à continuer à donner le meilleur de lui-même à la paix et à la sécurité internationale, conditions indispensables à l'instauration d'un monde de stabilité, de développement et de démocratie.

Mesdames, Messieurs,

Depuis qu'il a retrouvé sa stabilité, le Tchad demeure très attentif à toutes les situations de crise en Afrique et dans le monde. Il entend coopérer pleinement avec les Nations Unies dans toutes les initiatives salutaires de paix et de sécurité partout où cela est nécessaire.

De cette inébranlable volonté, mon pays a donné des signaux forts avec la Mission des Nations Unies pour la Centrafrique et le Tchad, la **MINURCAT**, à l'Est du Tchad, de 2008 à 2010, pour la protection des réfugiés du Darfour soudanais et des déplacés tchadiens, la sécurité du personnel humanitaire et celui des Nations Unies et associés.

Fidèle à cette philosophie, le Tchad a engagé le plus gros contingent armé au Mali, avec plus de 2000 hommes et 900 en République Centrafricaine. Environ 1800 soldats tchadiens vont intégrer les nouvelles Forces des Nations Unies au Mali. Il est actuellement présent en Côte d'Ivoire, en République Démocratique du Congo et en Haïti, dans les Missions de maintien de la paix des Nations Unies.

Nous saisissons cette occasion solennelle pour nous féliciter de l'heureux aboutissement de la transition, **au Mali** avec la tenue d'élections libres, régulières et démocratiques, unanimement saluées par toute la Communauté internationale.

Notre souhait est que ce pays frère recouvre la paix, l'unité et la stabilité afin que ses fils et ses filles consacrent leurs énergies et leur intelligence au progrès et au bien-être de sa population.

En revanche, la situation en **République Centrafricaine** demeure alarmante. L'insécurité, les difficultés politiques, économiques et financières auxquelles le Gouvernement de Transition continue de faire face, représentent des défis majeurs qui nous interpellent tous.

Les pays de la région, à travers la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale, la CEEAC, ont mis tout en œuvre en mobilisant des moyens militaires, financiers et humains pour aider à la paix et à la stabilité dans ce pays,

Je voudrais ici me réjouir de la mise en place de la Mission Internationale de Soutien à la Centrafrique, la MISCA, dont la force multinationale de l'Afrique centrale, la FOMAC constitue le noyau. Son effectif passera de 2000 à 3600 hommes, grâce au concours des pays de l'Afrique Centrale et d'autres pays qui manifestent l'intérêt de s'associer à cette noble cause.

En dépit de tous ces efforts, il faut reconnaître que les besoins sur le terrain montrent à suffisance la nécessité d'une intervention rapide, dans un élan de solidarité régionale certes, mais avec l'indispensable appui de la Communauté internationale.

Dans cette perspective, nous attendons du Conseil de Sécurité des Nations Unies, l'adoption d'une résolution ferme et prévoyant des modalités d'appui logistique et financier à la MISCA.

S'agissant du **Soudan**, nous avons signé un Accord de paix, le 15 janvier 2010, et constitué des Forces Mixtes qui ont permis de stabiliser nos frontières communes. Par conséquent, mon pays continuera activement à œuvrer pour la paix au Soudan, en tant que membre du Comité de Suivi de l'Accord de Paix au Darfour.

Toutefois, il me paraît opportun d'attirer l'attention de notre auguste Assemblée sur la situation humanitaire dans le Darfour, du fait de nouveaux foyers de tension qui y naissent et qui occasionnent un afflux continuels d'autres réfugiés et déplacés vers l'Est du Tchad.

A l'heure actuelle, il est dénombré plus de 400 000 réfugiés et 200 000 déplacés, contre 290 000 et 180 000, les années passées. Tous les efforts déployés depuis l'éclatement de cette crise pour favoriser le retour de ces réfugiés et déplacés dans leurs régions d'origines sont restés vains.

Il est de notre devoir de plaider, du haut de cette tribune, en faveur d'une poursuite énergique de l'assistance de la Communauté internationale à toutes ces personnes que les tensions politiques et ethniques continuent de jeter sur les chemins de l'errance.

Mon pays le Tchad déplore vivement l'instabilité qui sévit à l'Est de la **République Démocratique du Congo**. Nous encourageons vivement le Gouvernement et la rébellion à trouver une solution négociée à leur différend pour permettre à ce grand pays africain de se consacrer à son développement.

Monsieur le Président,

Notre intime conviction est que la solution de toutes ces crises que nous venons d'énumérer ne saurait être militaire. Une solution durable et définitive à ces maux qui retardent considérablement le développement de l'Afrique passe nécessairement par une lutte constante contre la pauvreté, la marginalisation et le chômage des jeunes. Elle exige aussi l'instauration d'un dialogue constructif entre les forces vives de la Nation d'une part, et le dialogue permanent entre les différentes cultures et religions d'autre part.

En abordant la situation hors du continent africain, je voudrais tout d'abord évoquer le conflit Israélo-palestinien qui perdure et auquel la communauté internationale n'a pas trouvé jusqu'à présent des solutions appropriées. Par conséquent, nous exhortons et encourageons les efforts déployés par notre Organisation et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue de la conclusion d'un Accord de paix permettant la coexistence pacifique entre deux Etats souverains.

Pour ce qui est de la situation en Syrie, elle nous préoccupe et nous interpelle tous, car l'heure est particulièrement grave. Nous n'avons pas le droit de laisser tout un peuple aller au naufrage. L'utilisation d'armes chimiques qui dénote d'une escalade dramatique de la guerre civile dans ce pays est une atteinte à la conscience humaine et aux idéaux qui ont présidé à la naissance de notre Organisation.

Tout en saluant l'accord intervenu entre les Etats Unis et la Russie quant à la destruction des armes chimiques syriennes, mon pays souhaite que les coupables de ces crimes soient identifiés et traduits devant un tribunal international. Cependant, notre amertume est grande de voir la Syrie se détruire et les Syriens s'entretuer. La Communauté internationale doit utiliser tous les moyens pour arrêter cette tragédie.

Permettez-moi Monsieur le Président, de revenir sur l'embargo qui frappe le Cuba depuis des décennies et qui pénalise injustement ce pays. A cet effet, nous appelons à une levée de cet embargo pour permettre à ce pays de retrouver toute la place qu'il mérite dans le concert des Nations.

Monsieur le Président,

Sur le plan national, le Tchad qui a définitivement tourné la page douloureuse des guerres et des divisions, se consacre désormais à son développement, en exploitant ses ressources minières et énergétiques, à travers des stratégies audacieuses. Pour cela, il vient d'adopter un Plan National de Développement qui fera bientôt l'objet d'une Table Ronde pour son financement et sa mise en œuvre.

Au niveau politique, nous privilégions la formule du dialogue. A cet effet nous avons mis en place le cadre permanent de dialogue politique (CPDN) regroupant majorité et opposition et qui a pour compétence entre autres, la création des structures pour l'organisation des élections.

Avec le concours des partenaires du Tchad, les Nations Unies en particulier, nous avons pris toutes les mesures nécessaires pour faire cesser et prévenir le recrutement et l'utilisation d'enfants dans les conflits armés.

**Monsieur le Président ;
Mesdames, Messieurs,**

Permettez-moi au terme de mon propos, de rappeler un souci majeur de mon pays. Il s'agit de notre souhait ardent de voir, enfin, se mettre en place la réforme tant souhaitée des Nations Unies, en particulier celle du Conseil de Sécurité. Cette réforme devenue une question de justice et d'équité, mobilise au plus haut point l'Afrique.

Le maintien de l'Afrique ainsi que d'autres composantes essentielles de l'échiquier international, en dehors de cette instance universelle, apparaît aujourd'hui choquant pour les centaines de millions d'être humains à travers le monde. L'éveil des peuples d'Afrique, la place du continent dans le monde et sa contribution indispensable dans la prévention et le règlement des conflits, ne permettent plus de maintenir à l'écart notre continent de cette prestigieuse Institution qu'est le Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Je vous remercie.